

Art. 10. De werkgevers dienen aan de RVA het bewijs te leveren dat het voor de werknemers die zij tewerkstellen in een doorstromingsprogramma over bijkomende tewerkstelling gaat.

Indien deze voorwaarde niet is vervuld, dienen de werkgevers aan de RVA een forfaitaire schadevergoeding te betalen, en aan de subsidiërende overheden de ontvangen subsidies terug te storten.

Art. 11. De Gewestministers bevoegd voor tewerkstelling bezorgen aan de Federale Minister van Tewerkstelling en Arbeid, uiterlijk op 1 juli van elk jaar, het aantal in het voorbije burgerlijke jaar in de wedertewerkstellingsprogramma's die onder hun bevoegdheid vallen tewerkgestelde werknemers, in voltijds equivalenten uitgedrukt, zoals voorzien in uitvoering van de wetgeving op de trekkingsrechten.

Zij delen eveneens, uiterlijk op 1 juli, het aantal in het voorbije burgerlijke jaar in de doorstromingsprogramma's tewerkgestelde werknemers mee, in voltijdse equivalenten.

Art. 12. Het tewerkstellingsvolume, uitgedrukt in voltijdse equivalenten, van het aantal werknemers tewerkgesteld in de wedertewerkstellingsprogramma's voor dewelke de Gewesten trekkingsrechten ontvangen, moet tijdens de duur van het huidige samenwerkingsakkoord ten minste gelijk blijven aan het tewerkstellingsvolume in het burgerlijk jaar 1995.

De Federale overheid kan dit samenwerkingsakkoord opzeggen ten opzichte van het Gewest dat de beschikkingen van het eerste lid van dit artikel, of de beschikkingen van artikel 3, tweede lid, of de beschikkingen van artikel 14, niet respecteert.

Art. 13. De Gewesten voorzien in de doorstromingsprogramma's jaarlijks gemiddeld het volgend aantal werknemers aan te werven :

	1997	1998
	—	—
- Vlaams Gewest :	6 000	6 000
- Waals Gewest :	1 500	2 000
- Brussels Gewest :	150	250

Art. 14. De ondertekende partijen verbinden er zich toe de regels betreffende de trekkingsrechten te blijven toepassen zoals dit momenteel gebeurt.

Art. 15. De ondertekende partijen zullen de uitvoering van dit samenwerkingsakkoord jaarlijks evalueren.

De forfaitaire vergoeding ten laste van de Federale overheid, voorzien in artikel 7, eerste lid van deze overeenkomst, zal, in overleg tussen de ondertekende partijen, tweejaarlijks worden herbekeken in functie van de evolutie van de werkloosheidsuitkering en van het bestaansminimum.

Brussel, op 4 maart 1997 in 10 originele exemplaren.

Voor de Federale Staat :

Mevr. M. SMET,

Minister van Tewerkstelling en Arbeid

J. PEETERS,

Staatssecretaris voor Maatschappelijk Integratie

Voor het Vlaamse Gewest :

L. VAN DEN BRANDE,

Minister-President

Th. KELCHTERMANS,

Vlaams minister van Leefmilieu en Tewerkstelling

Voor het Waalse Gewest :

R. COLLIGNON,

Minister-President

J.-C. VAN CAUWENBERGHE,

Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling en Opleiding

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

Ch. PICQUE,

Minister-President, bevoegd voor Ondergeschikte Besturen,  
Werkgelegenheid, Monumenten en Landschappen

**18 JUILLET 1997. — Décret créant un programme de transition professionnelle (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Un programme de transition professionnelle est créé dans le secteur non marchand.

On entend par secteur non marchand, les secteurs d'activités qui, à la fois :

1° ont une utilité publique;

2° n'ont aucun but lucratif;

3° satisfont des besoins collectifs de société qui ne sont pas ou pas suffisamment rencontrés.

(1) *Session 1996-1997*

*Document du Conseil.* — 237 (1996-1997), n<sup>os</sup> 1 à 10.

*Compte rendu intégral.* — Séance publique du 18 juillet 1997. Discussion. Vote.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Les emplois visés par le présent décret ne peuvent être occupés que par des demandeurs d'emploi qui n'ont pas obtenu un diplôme de l'enseignement supérieur et qui, le jour de leur présentation par les services de placement de l'Office communautaire et régional de la formation professionnelle et de l'emploi, en abrégé, le FOREm, sont :

- 1° soit chômeurs complets indemnisés bénéficiant sans interruption d'allocations d'attente depuis au moins un an;
- 2° soit chômeurs complets indemnisés bénéficiant sans interruption d'allocations de chômage depuis au moins deux ans;
- 3° soit bénéficiaires sans interruption depuis au moins un an du minimum de moyens d'existence prévu par la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence.

§ 2. Pour l'application du § 1<sup>er</sup>, 1° et 2°, les périodes suivantes ne sont pas considérées comme interruptions et sont assimilées à des périodes de chômage complet indemnisé :

- 1° les périodes qui, au cours d'une période de chômage complet indemnisé, ont donné lieu au paiement d'une allocation par application des dispositions légales ou réglementaires en matière d'assurance obligatoire contre la maladie ou l'invalidité ou en matière d'assurance-maternité;
- 2° les périodes de chômage complet couvertes par un pécule de vacances;
- 3° les périodes d'emprisonnement au cours d'une période de chômage complet indemnisé;
- 4° les périodes de résidence à l'étranger d'un travailleur qui cohabite avec un Belge occupé dans le cadre du stationnement des Forces belges;
- 5° les périodes d'appel sous les drapeaux ou de service accompli en qualité d'objecteur de conscience;
- 6° les périodes du stage d'attente au sens de l'article 36, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, au cours desquelles le demandeur d'emploi n'est pas lié par un contrat de travail soumis à la loi du 27 juin 1969 portant révision de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 relatif à la sécurité sociale des travailleurs ou par une convention de stage, telle que visée dans l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion des jeunes sur le marché de l'emploi;
- 7° les autres périodes non indemnisées, notamment les périodes au cours desquelles le demandeur d'emploi est lié par un contrat de travail ou une convention de stage, tels que visés au 6°, totalisant au maximum quatre mois.

§ 3. Pour l'application du § 1<sup>er</sup>, 3°, les périodes d'occupation en application de l'article 60, § 7, de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'aide sociale ne sont pas considérées comme interruptions et sont assimilées aux périodes de bénéfice du minimum de moyens d'existence.

§ 4. Pour l'application du § 1<sup>er</sup>, sans préjudice de l'article 9, alinéas 3, 4 et 5, les périodes d'occupation dans le cadre du programme de transition professionnelle ne sont pas considérées comme interruptions.

§ 5. Le Gouvernement peut modifier le champ d'application déterminé par le présent article.

**Art. 3.** Peuvent occuper les personnes visées à l'article 2, les employeurs suivants :

- 1° la Région, la Communauté française, la Communauté germanophone et les établissements publics qui en dépendent;
- 2° les provinces, les associations de provinces et les établissements publics qui en dépendent;
- 3° les communes, les associations de communes et les établissements publics qui en dépendent;
- 4° les centres publics d'aide sociale, les associations de centres publics d'aide sociale et les centres publics intercommunaux d'aide sociale;
- 5° les associations sans but lucratif, les établissements d'utilité publique et les associations de fait qui ne poursuivent aucun but lucratif.

Le Gouvernement peut modifier le champ d'application déterminé par le présent article.

**Art. 4.** L'occupation dans le programme de transition professionnelle donne lieu, dans les limites budgétaires, à la prise en charge de la rémunération et des cotisations sociales des travailleurs :

- 1° par l'octroi de l'allocation de l'Etat fédéral et de l'exonération de la cotisation patronale conformément au plan d'embauche pour la promotion du recrutement des demandeurs d'emploi visées par l'accord de coopération entre l'Etat fédéral et les Régions relatif au programme de transition professionnelle, conclu le 4 mars 1997;
- 2° par l'octroi d'une subvention de la Communauté française ou de la Communauté germanophone dont un accord de coopération entre la Région wallonne, la Communauté française et la Communauté germanophone relatif au programme de transition professionnelle détermine le montant;
- 3° par l'octroi d'une subvention de la Région dont le Gouvernement détermine le montant;
- 4° par l'employeur à concurrence du solde.

L'employeur peut bénéficier des dispositions du présent décret soit pendant une période de six mois à moins d'un an, soit pendant une période d'un à trois ans renouvelable après évaluation.

**Art. 5.** Pour pouvoir bénéficier de la prise en charge de la rémunération et des cotisations sociales des travailleurs, les demandes doivent remplir les conditions suivantes :

- 1° être introduites par des employeurs qui :
  - a) respectent leurs obligations légales et réglementaires en matière d'emploi et de sécurité sociale ainsi que l'arrêté royal du 4 août 1996 relatif au bilan social;
  - b) démontrent leur capacité de payer la rémunération et de verser les cotisations sociales y afférentes conformément à l'article 11 ainsi que leur capacité de supporter la prise en charge du montant prévu à l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 4°;
  - c) n'ont aucune dette exigible envers le FOREm, la Région, la Communauté française, la Communauté germanophone ou l'Union européenne;
  - d) disposent des autorisations, du matériel et des locaux nécessaires au bon déroulement des activités;

e) s'engagent, dans le cadre du programme de transition professionnelle, à créer des emplois supplémentaires par rapport à la moyenne du nombre, exprimé en équivalents temps plein, de travailleurs occupés à quelque titre que ce soit à la fin des quatre trimestres précédant l'introduction de leur demande et à ne pas le réduire pendant la durée du programme de transition professionnelle, si ce n'est suite à une mesure qui leur est imposée par une autorité publique;

2° viser à réaliser des activités du secteur non marchand.

**Art. 6.** On entend par rémunération, la rémunération correspondant au barème en vigueur chez l'employeur pour la même fonction ou pour une fonction équivalente y compris le pécule de vacances, la prime de fin d'année et les autres allocations et avantages applicables chez l'employeur.

**Art. 7.** Le Gouvernement détermine la procédure d'introduction, d'instruction, de contrôle et d'évaluation des demandes.

Le Gouvernement prend les décisions à l'égard des demandes qui lui sont soumises sur avis motivé d'une commission dont il détermine la composition.

Dans les cas et selon les modalités qu'il détermine, le Gouvernement peut mettre fin à l'intervention financière de la Région et demander à l'employeur le remboursement de tout ou partie de celle-ci.

**Art. 8.** Les services de placement du FOREm présentent les demandeurs d'emploi qui peuvent être engagés comme travailleurs dans le programme de transition professionnelle.

**Art. 9.** Les travailleurs occupés dans le programme de transition professionnelle sont engagés dans les liens d'un contrat de travail à durée déterminée dont le régime de travail est au moins égal à un mi-temps.

L'engagement est effectué dans les délais fixés par le Gouvernement et le contrat de travail est approuvé selon les modalités qu'il fixe.

L'occupation des travailleurs visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> est de six mois minimum et d'un an maximum.

Toutefois, l'occupation des travailleurs qui ont effectué, au cours des six mois précédant leur engagement dans le programme de transition professionnelle, 120 heures au moins de prestations dans le cadre des agences locales pour l'emploi et qui, à ce titre, donne lieu à l'octroi de l'allocation majorée de l'Etat fédéral visée par l'accord de coopération entre l'Etat fédéral et les Régions relatif au programme de transition professionnelle, conclu le 4 mars 1997, peut être prolongée d'une période d'un an maximum.

Les travailleurs qui ont été occupés dans le programme de transition professionnelle pendant la durée maximale prévue par les alinéas 3 et 4 ne peuvent plus y être occupés même s'ils remplissent à nouveau les conditions prévues par l'article 2.

**Art. 10.** Les travailleurs occupés dans le programme de transition professionnelle perçoivent la rémunération visée à l'article 6.

**Art. 11.** Les employeurs payent la rémunération sous déduction de l'allocation visée par l'accord de coopération entre l'Etat fédéral et les Régions relatif au programme de transition professionnelle conclu le 4 mars 1997, et versent les cotisations sociales y afférentes en tenant compte de l'application du plan d'embauche pour la promotion du recrutement des demandeurs d'emploi visé par le même accord de coopération.

Au cours du mois qui suit la date d'envoi par les employeurs de la preuve du paiement mensuel de la rémunération et des cotisations sociales y afférentes, le FOREm leur rembourse les subventions fixées conformément à l'article 4.

**Art. 12.** Les travailleurs occupés dans le programme de transition professionnelle peuvent bénéficier d'activités liées à la recherche active d'emploi dont le Gouvernement fixe les conditions et les modalités d'exécution.

**Art. 13.** Le Gouvernement désigne les services chargés de l'instruction des demandes ainsi que du contrôle et de la surveillance du programme de transition professionnelle.

Les agents de ces services ont le droit de donner des avertissements, de fixer au contrevenant un délai destiné à lui permettre de se mettre en règle et de dresser des procès-verbaux.

**Art. 14.** Le programme de transition professionnelle est évalué à la fin de 1998, puis à la fin de chaque année suivante.

Le Gouvernement détermine l'objet et les modalités de l'évaluation.

**Art. 15.** Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 18 juillet 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E, du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Equipement et des Transports,  
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,  
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,  
W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,  
W. ANCION

## ÜBERSETZUNG

D. 97 — 1632

[C - 97/27408]

**18. JULI 1997 — Dekret zur Schaffung eines beruflichen Übergangsprogramms (1)**

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

**Artikel 1** - Ein berufliches Übergangsprogramm wird im nichtkommerziellen Sektor geschaffen.

Unter nichtkommerziellen Sektor versteht man die Tätigkeitsgebiete, die zugleich:

- 1° gemeinnützig sind;
- 2° keinen Erwerbszweck haben;
- 3° kollektiven Bedürfnissen der Gesellschaft nachkommen, die nicht oder nicht genügend gedeckt werden.

**Art. 2 - § 1.** Die im vorliegenden Dekret gemeinten Arbeitsplätze dürfen nur von Arbeitssuchenden besetzt werden, die kein Diplom des höheren Unterrichts erhalten haben und die am Tage, an dem sie durch die Arbeitsvermittlungsstellen des gemeinschaftlichen und regionalen Amtes für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung, abgekürzt "FOREm", vorgestellt werden:

- 1° entweder entschädigte Vollarbeitslose sind, die seit wenigstens einem Jahr ununterbrochen eine Wartebeihilfe beziehen;
- 2° oder entschädigte Vollarbeitslose sind, die seit wenigstens zwei Jahren ununterbrochen eine Arbeitslosenunterstützung beziehen;
- 3° oder seit wenigstens einem Jahr ununterbrochen das im Gesetz vom 7. August 1974 über die Einführung des Rechtes auf ein Existenzminimum vorgesehene Existenzminimum beziehen.

§ 2. Für die Anwendung von § 1, 1° und 2° werden die folgenden Perioden nicht als Unterbrechungen betrachtet und Perioden entschädigter Vollarbeitslosigkeit gleichgestellt:

- 1° die Zeiträume im Laufe einer Periode entschädigter Arbeitslosigkeit, während deren aufgrund der Gesetzes- oder Verordnungsbestimmungen in Sachen Krankheits- und Invaliditätspflichtversicherung eine Zulage gezahlt wurde;
- 2° die durch Urlaubsgeld gedeckten Vollarbeitslosigkeitsperioden;
- 3° die Haftzeiten im Laufe einer entschädigten Vollarbeitslosigkeitsperiode;
- 4° die Perioden, während deren ein Arbeitnehmer als eine mit einem im Rahmen der Stationierung der belgischen Streitkräfte beschäftigten Belgier zusammenlebende Person im Ausland gewohnt hat;
- 5° die Perioden des Militärdienstes oder des Zivildienstes als Wehrdienstverweigerer aus Gewissensgründen;
- 6° die Anwartschaftsperioden im Sinne von Artikel 36, § 1, Absatz 1, 4° des Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 zur Regelung der Arbeitslosigkeit, im Laufe deren der Arbeitssuchende nicht durch einen dem Gesetz vom 27. Juni 1969 zur Anpassung des Gesetzeserlasses vom 28. Dezember 1944 über die Sozialsicherheit unterworfenen Arbeitsvertrag oder durch eine im Königlichen Erlaß Nr. 230 vom 21. Dezember 1983 über die Anwartschaft und die Eingliederung der Jugendlichen im Arbeitsmarkt erwähnte Anwartschaftsvereinbarung gebunden ist;
- 7° die anderen nicht entschädigten Perioden, insbesondere die Perioden, im Laufe deren der Arbeitssuchende durch einen Arbeitsvertrag oder durch eine Anwartschaftsvereinbarung gemäß Punkt 6° gebunden war, sofern sie insgesamt höchstens vier Monate erreichen.

§ 3. Für die Anwendung von § 1, 3° werden die Beschäftigungsperioden auf der Grundlage von Artikel 60, § 7 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 der öffentlichen Sozialhilfezentren nicht als Unterbrechungen betrachtet und Perioden, in denen das Existenzminimum bezogen wird, gleichgestellt.

§ 4. Für die Anwendung von § 1 werden die Beschäftigungsperioden im Rahmen des beruflichen Übergangsprogramms nicht als Unterbrechungen betrachtet, unbeschadet von Artikel 9, Absätze 3, 4 und 5.

§ 5. Die Regierung ist berechtigt, den durch diesen Artikel festgelegten Anwendungsbereich abzuändern.

**Art. 3** - Die folgenden Arbeitgeber sind berechtigt, die in Artikel 2 erwähnten Personen zu beschäftigen:

- 1° die Region, die Französische Gemeinschaft, die Deutschsprachige Gemeinschaft und die von ihnen abhängenden öffentlichen Einrichtungen;
- 2° die Provinzen, die Provinzvereinigungen und die von ihnen abhängenden öffentlichen Einrichtungen;
- 3° die Gemeinden, die Gemeindevereinigungen und die von ihnen abhängenden öffentlichen Einrichtungen;
- 4° die öffentlichen Sozialhilfezentren, die Vereinigungen von öffentlichen Sozialhilfezentren und die interkommunalen öffentlichen Sozialhilfezentren;
- 5° die Vereinigungen ohne Erwerbszweck, die gemeinnützigen Einrichtungen und die nichtrechtsfähigen Vereine, die keinen Erwerbszweck haben.

Die Regierung ist berechtigt, den durch diesen Artikel festgelegten Anwendungsbereich abzuändern.

**Art. 4** - Wenn ein Arbeitssuchender im Rahmen des beruflichen Übergangsprogramms beschäftigt wird, werden dessen Entlohnung und die Arbeitnehmersozialversicherungsbeiträge in den Grenzen der verfügbaren Haushaltsmittel wie folgt übernommen:

- 1° durch die Gewährung der Zulage des Föderalstaats und die Befreiung der Arbeitgeberbeiträge gemäß dem Beschäftigungsplan zur Förderung der Anstellung von Arbeitssuchenden, so wie im am 4. März 1997 abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommen zwischen dem Föderalstaat und den Regionen bezüglich des beruflichen Übergangsprogramms erwähnt;

(1) Sitzung 1996-1997.

Dokumente des Rats. — 237 (1996-1997), Nrn. 1 bis 10.

Ausführliches Sitzungsprotokoll. — Öffentliche Sitzung vom 18. Juli 1997 Diskussion. Abstimmung.

2° durch die Gewährung eines Zuschusses der Französischen Gemeinschaft oder der Deutschsprachigen Gemeinschaft, dessen Betrag durch ein Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Wallonischen Region, der Französischen Gemeinschaft und der Deutschsprachigen Gemeinschaft bezüglich des beruflichen Übergangsprogramms festgelegt wird;

3° durch die Gewährung eines Zuschusses der Region, dessen Betrag von der Regierung festgelegt wird;

4° durch den Arbeitgeber bis zur Höhe des Restbetrags.

Der Arbeitgeber kann sich die Bestimmungen des vorliegenden Dekrets entweder während eines Zeitraums von sechs Monaten bis weniger als ein Jahr oder während eines Zeitraums von einem bis zu drei Jahren, der nach Bewertung verlängert werden kann, zunutze machen.

**Art. 5** - Um Anspruch auf die Übernahme der Entlohnung und der Sozialversicherungsbeiträge der Arbeitnehmer zu haben, müssen die Anträge folgende Bedingungen erfüllen:

1° Sie müssen von Arbeitgebern eingereicht werden, die:

a) ihre Rechts- und Ordnungsverpflichtungen in Sachen Beschäftigung und Sozialsicherheit sowie die Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 4. August 1996 über die soziale Bilanz einhalten;

b) ihre Fähigkeit zur Zahlung der Entlohnung und der damit verbundenen Beiträge gemäß Artikel 11 sowie ihre Fähigkeit zur Übernahme des in Artikel 4, Absatz 1, 4° vorgesehenen Betrags nachweisen;

c) keine fällige Schuld bei dem "FOREM", der Region, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft oder der Europäischen Union haben;

d) über die Genehmigungen, die Ausrüstung und die Räume verfügen, die für den reibungslosen Verlauf der Tätigkeiten notwendig sind;

e) sich verpflichten, im Rahmen des beruflichen Übergangsprogramms zusätzliche Arbeitsplätze im Vergleich zu der in Vollzeiteinheiten ausgedrückten Durchschnittszahl der am Ende der vier Quartale vor der Einreichung ihres Antrags in irgendwelcher Eigenschaft beschäftigten Arbeitnehmer zu schaffen, und diese Anzahl während der Dauer des beruflichen Übergangsprogramms nicht zu reduzieren, es denn sei im Anschluß an einen von einer öffentlichen Behörde gefaßten Beschluß;

2° Sie müssen Tätigkeiten des nichtkommerziellen Sektors ausüben.

**Art. 6** - Unter Entlohnung versteht man die Entlohnung, die der beim jeweiligen Arbeitgeber für dieselbe Arbeit oder für eine gleichgestellte Arbeit angewandten Lohnskala entspricht, einschließlich des Urlaubsgelds, der Jahresendprämie und der sonstigen bei dem Arbeitgeber anwendbaren Zulagen und Vorteile.

**Art. 7** - Die Regierung legt das Verfahren für die Einreichung, die Bearbeitung, die Überprüfung und die Bewertung der Anträge fest.

Die Regierung faßt die Beschlüsse in bezug auf die ihr vorgelegten Anträge auf begründetes Gutachten einer Kommission, deren Zusammensetzung von ihr festgelegt wird.

In den Fällen und nach Modalitäten, die die Regierung festlegt, ist diese berechtigt, die finanzielle Beteiligung der Region abzubrechen und von dem Arbeitgeber die Rückzahlung der gesamten Beteiligung oder eines Teils davon zu fordern.

**Art. 8** - Die Arbeitsvermittlungsstellen des "FOREM" stellen die Arbeitssuchenden vor, die als Arbeitnehmer im beruflichen Übergangsprogramm beschäftigt werden können.

**Art. 9** - Die im Rahmen eines beruflichen Übergangsprogramms beschäftigten Arbeitnehmer werden aufgrund eines befristeten Arbeitsvertrags, bei dem die Arbeitszeit mindestens einer Halbzeitbeschäftigung entspricht, eingestellt.

Die Einstellung wird in den von der Regierung festgelegten Fristen vorgenommen und der Arbeitsvertrag wird nach Modalitäten, die sie bestimmt, genehmigt.

Die Beschäftigung der in Absatz 1 gemeinten Arbeitnehmer dauert mindestens sechs Monate und höchstens ein Jahr.

Die Beschäftigungsdauer der Arbeitnehmer, die im Laufe der sechs Monate vor ihrer Einstellung im beruflichen Übergangsprogramm mindestens 120 Arbeitstunden im Rahmen der lokalen Beschäftigungsagenturen geleistet haben und die deshalb Anspruch auf die Gewährung der erhöhten Zulage des Föderalstaats haben, die im am 4. März 1997 abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommen zwischen dem Föderalstaat und den Regionen bezüglich des beruflichen Übergangsprogramms erwähnt ist, kann jedoch um einen Zeitraum von höchstens einem Jahr verlängert werden.

Die Arbeitnehmer, die während der in den Absätzen 3 und 4 vorgesehenen Höchstdauer im beruflichen Übergangsprogramm beschäftigt worden sind, sind nicht mehr berechtigt, weiter in diesem Rahmen beschäftigt zu werden, auch wenn sie die in Artikel 2 vorgesehenen Bedingungen erneut erfüllen.

**Art. 10** - Die im beruflichen Übergangsprogramm beschäftigten Arbeitnehmer erhalten die in Artikel 6 vorgesehene Entlohnung.

**Art. 11** - Die Arbeitgeber zahlen die Entlohnung unter Abzug der Zulage, die im am 4. März 1997 abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommen zwischen dem Föderalstaat und den Regionen bezüglich des beruflichen Übergangsprogramms erwähnt ist. Sie zahlen ebenfalls die damit verbundenen Sozialversicherungsbeiträge unter Berücksichtigung der Anwendung des in demselben Zusammenarbeitsabkommen erwähnten Beschäftigungsplans zur Förderung der Anstellung von Arbeitssuchenden aus.

Im Laufe des Monats, nach demjenigen, in dem die Arbeitgeber den Nachweis der monatlichen Zahlung der Entlohnung und der damit verbundenen Sozialversicherungsbeiträge zugeschickt haben, zahlt das "FOREM" die gemäß Artikel 4 festgelegten Zuschüsse zurück.

**Art. 12** - Die im beruflichen Übergangsprogramm beschäftigten Arbeitnehmer können in den Genuß von Aktionen im Bereich der aktiven Arbeitssuche kommen, deren Bedingungen und Ausführungsmodalitäten von der Regierung festgelegt werden.

**Art. 13** - Die Regierung bestimmt die Dienststellen, die mit der Bearbeitung der Anträge sowie mit der Kontrolle und der Überwachung des beruflichen Übergangsprogramms beauftragt werden.

Die Bediensteten dieser Dienststellen haben das Recht, Mahnungen zugehen zu lassen, dem Übertreter eine Frist festzusetzen, um seine Lage in Ordnung zu bringen, und Protokolle aufzustellen.

**Art. 14** - Das berufliche Übergangsprogramm wird am Ende des Jahres 1998, und dann am Ende jedes darauffolgenden Jahres bewertet.

Die Regierung bestimmt den Gegenstand und die Modalitäten der Bewertung.

**Art. 15** - Das vorliegende Dekret tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 18. Juli 1997.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,  
M. LEBRUN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,  
B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,  
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,  
G. LUTGEN

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,  
W. TAMINIAUX

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung,  
des Sportwesens und der Internationalen Beziehungen,  
W. ANCIEN

—————  
VERTALING

N. 97 — 1632

[C — 97/27408]

**18 JULI 1997. — Decreet houdende creatie van een doorstromingsprogramma (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Er wordt een doorstromingsprogramma in de niet-commerciële sector tot stand gebracht.

Onder niet-commerciële sector wordt verstaan elke activiteitensector die tegelijkertijd :

1° van algemeen nut is;

2° geen winstoogmerk heeft;

3° aan de collectieve maatschappelijke noden voldoet waaraan niet of onvoldoende wordt tegemoetgekomen.

**Art. 2.** § 1. De in dit decreet bedoelde arbeidsplaatsen zijn voorbehouden aan werkzoekenden die niet in het bezit zijn van een diploma van het hoger onderwijs en die, op de dag van hun voordracht door de plaatsingsdiensten van de "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi - FOREM" (Gemeenschaps- en Gewestdienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling) :

1° hetzij volledig uitkeringsgerechtigde werklozen zijn en sinds ten minste één jaar onafgebroken werkloosheidsuitkeringen ontvangen;

2° hetzij volledig uitkeringsgerechtigde werklozen zijn en sinds ten minste twee jaar onafgebroken werkloosheidsuitkeringen ontvangen;

3° hetzij sedert ten minste één jaar onafgebroken recht hebben op het bestaansminimum bepaald bij de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum.

§ 2. Voor de toepassing van § 1, 1° en 2°, worden de volgende periodes niet beschouwd als onderbrekingen en gelijkgesteld met periodes van volledige werkloosheid die recht geeft op een uitkering :

1° de periodes die, in de loop van een periode van volledige werkloosheid die recht geeft op een uitkering, aanleiding gegeven hebben tot de betaling van een toelage met toepassing van de wettelijke of reglementaire bepalingen inzake verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering of inzake zwangerschapsverzekering;

2° de periodes van volledige werkloosheid die gedekt worden door vakantiegeld;

3° de periodes van opsluiting in de loop van een periode van volledige werkloosheid die recht geeft op een uitkering;

(1) *Zitting 1996-1997*

*Stukken van de Raad.* — 237 (1996-1997), nrs. 1 tot 10.

*Volledig verslag.* — Openbare vergadering van 18 juli 1997. Bespreking. Stemming.

4° de periodes in de loop waarvan een werknemer in het buitenland verblijft, waar hij samenwoont met een Belg die tewerkgesteld is in het kader van de stationering van de Belgische strijdkrachten;

5° de periodes van oproeping voor militaire dienst of de dienstperiodes als dienstweigeraar;

6° de stageperiodes in de zin van artikel 36, § 1, eerste lid, 4°, van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende werkloosheidsreglementering, in de loop waarvan de werkzoekende niet gebonden is door een arbeidsovereenkomst die onderworpen is aan de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, of door een stageovereenkomst, zoals bedoeld in het koninklijk besluit nr. 230 betreffende de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces;

7° de andere periodes van maximum vier maanden tijdens dewelke geen werkloosheidsuitkeringen worden ontvangen, met name de periodes in de loop waarvan de werkzoekende door een in 6° bedoelde arbeids- of stageovereenkomst gebonden is.

§ 3. Voor de toepassing van § 1, 3°, worden de tewerkstellingsperiodes, op grond van artikel 60, § 7, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, niet beschouwd als onderbrekingen en gelijkgesteld met periodes tijdens dewelke het bestaansminimum wordt toegekend.

§ 4. Voor de toepassing van § 1 worden de periodes van tewerkstelling in het doorstromingsprogramma niet als onderbrekingen beschouwd, onverminderd artikel 9, derde, vierde en vijfde lid.

§ 5. De Regering kan de bij dit artikel bepaalde toepassingsfeer wijzigen.

**Art. 3.** De in artikel 2 bedoelde personen kunnen door de volgende werkgevers in dienst genomen worden :

1° het Gewest, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en de openbare instellingen die ervan afhangen;

2° de provincies, de verenigingen van provincies en de openbare instellingen die ervan afhangen;

3° de gemeenten, de verenigingen van gemeenten en de openbare instellingen die ervan afhangen;

4° de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de verenigingen van openbare centra voor maatschappelijk welzijn en de intercommunale openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

5° de verenigingen zonder winstoogmerk, de instellingen van openbaar nut en de feitelijke verenigingen zonder winstoogmerk.

De Regering kan de bij dit artikel bepaalde toepassingsfeer wijzigen.

**Art. 4.** De tewerkstelling in het doorstromingsprogramma geeft, binnen de grenzen van de begroting, aanleiding tot overname van de wedden en de sociale bijdragen van de werknemers :

1° door de toekenning van de toelagen van de Federale Staat en van de vrijstelling van de werkgeversbijdragen overeenkomstig het aanwervingsplan voor de bevordering van de aanwerving van de werkzoekenden die bedoeld worden in het samenwerkingsakkoord dat de Federale Staat en de Gewesten op 4 maart 1997 gesloten hebben m.b.t. het doorstromingsprogramma;

2° door de toekenning van een toelage van de Franse of de Duitstalige Gemeenschap, waarvan het bedrag bepaald is in een samenwerkingsakkoord dat het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap gesloten hebben m.b.t. het doorstromingsprogramma;

3° door de toekenning van een toelage van het Gewest, waarvan het bedrag door de Regering wordt bepaald;

4° door de werkgever ten belope van het saldo.

De bepalingen van dit decreet kunnen op de werkgever toegepast worden, hetzij tijdens een periode van zes maanden tot minder dan één jaar, hetzij tijdens een na evaluatie verlengbare periode van één tot drie jaar.

**Art. 5.** Om de overname van de wedden en de sociale bijdragen van de werknemers te kunnen genieten, moeten de aanvragen aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° zij moeten ingediend zijn door werkgevers die :

a) hun wettelijke en reglementaire verplichtingen inzake tewerkstelling en sociale zekerheid nakomen, alsook het koninklijk besluit van 4 augustus 1996 betreffende de sociale balans in acht nemen;

b) het bewijs leveren dat zij de wedden en de desbetreffende sociale premies kunnen betalen, overeenkomstig artikel 11, alsook het in artikel 4, eerste lid, 4°, bedoelde bedrag kunnen overnemen;

c) geen invorderbare schuld hebben t.o.v. de "FOREm", het Gewest, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap of de Europese Unie;

d) beschikken over de machtigingen, het materiaal en de lokalen die nodig zijn voor het goede verloop van de activiteiten;

e) zich in het kader van het doorstromingsprogramma ertoe verbinden om bijkomende banen te creëren t.o.v. het gemiddelde van het in equivalent voltijds uitgedrukte aantal werknemers die, in om het even welke hoedanigheid, tewerkgesteld zijn op het einde van de vier trimesters die de indiening van de aanvraag voorafgaan, en om dat aantal niet te beperken tijdens de duur van het doorstromingsprogramma, tenzij dit hen opgelegd wordt door een openbare overheid;

2° ze moeten de verwezenlijking van activiteiten in de niet-commerciële sector beogen.

**Art. 6.** Onder "wedde" wordt verstaan de wedde die overeenstemt met de schaal die bij de werkgever van kracht is voor dezelfde functie of voor een gelijkwaardige functie, met inbegrip van het vakantiegeld, de eindejaarspremie en de andere bijdragen en voordelen die bij de werkgever van toepassing zijn.

**Art. 7.** De Regering bepaalt de procedure voor de indiening, de behandeling, de controle en de evaluatie van de aanvragen.

De Regering spreekt zich uit over de aanvragen die haar toegezonden worden, na gemotiveerd advies van een commissie waarvan ze de samenstelling bepaalt.

De Regering kan, in de gevallen en onder de voorwaarden die ze bepaalt, een einde maken aan de tegemoetkoming van het Gewest en eisen dat de werkgever ze geheel of gedeeltelijk terugbetaalt.

**Art. 8.** De plaatsingsdiensten van de "FOREm" dragen de werkzoekenden voor die in het doorstromingsprogramma tewerkgesteld kunnen worden.

**Art. 9.** De in het doorstromingsprogramma tewerkgestelde werknemers worden in dienst genomen op basis van een arbeidsovereenkomst van bepaalde duur, waarvan het arbeidsregime minstens gelijk is aan een halfzijdse betrekking.

De werknemers worden binnen de door de Regering bepaalde termijn in dienst genomen en de arbeidsovereenkomst wordt onder de door haar bepaalde voorwaarden goedgekeurd.

De in het eerste lid bedoelde werknemers worden minimum zes maanden en maximum één jaar tewerkgesteld.

De werknemers die zes maanden vóór hun indienstneming in het kader van het doorstromingsprogramma ten minste 120 uur voor plaatselijke werkgelegenheidsagentschappen gewerkt hebben en daardoor in aanmerking komen voor de verhoogde toelage van de Federale Staat, die bedoeld wordt in het samenwerkingsakkoord dat de Federale Staat en de Gewesten op 4 maart 1997 gesloten hebben m.b.t. het doorstromingsprogramma, kunnen evenwel maximum één jaar langer tewerkgesteld worden.

De werknemers die voor de in de derde en vierde leden bedoelde maximale duur in het doorstromingsprogramma tewerkgesteld werden, kunnen er niet meer in tewerkgesteld worden, zelfs als ze weer aan de in artikel 2 bedoelde voorwaarden voldoen.

**Art. 10.** De in het doorstromingsprogramma tewerkgestelde werknemers ontvangen de in artikel 6 bedoelde wedde.

**Art. 11.** De werkgevers betalen de wedde na aftrek van de toelage die bedoeld wordt in het samenwerkingsakkoord dat de Federale Staat en de Gewesten op 4 maart 1997 gesloten hebben m.b.t. de doorstromingsprogramma's, en storten de desbetreffende sociale premies met toepassing van het banenplan voor de bevordering van de tewerkstelling van de werkzoekenden die bedoeld worden in dat samenwerkingsakkoord.

De "FOREm" betaalt de krachtens artikel 4 bepaalde toelagen terug aan de werkgevers in de loop van de maand na de datum van verzending door de werkgevers van het bewijs van de maandelijkse weddebetaling en van de desbetreffende sociale premies.

**Art. 12.** De in het doorstromingsprogramma tewerkgestelde werknemers kunnen in aanmerking komen voor activiteiten i.v.m. het actief zoeken naar werk, waarvoor de voorwaarden en wijze van uitvoering door de Regering worden bepaald.

**Art. 13.** De Regering wijst de diensten aan die belast worden met de behandeling van de aanvragen en met het toezicht op de uitvoering van het doorstromingsprogramma.

De personeelsleden van deze diensten hebben het recht om berispingen toe te dienen, de overtreder de nodige tijd te geven om orde op zaken te stellen en processen-verbaal op te maken.

**Art. 14.** Het doorstromingsprogramma wordt voor het eerst eind 1998 geëvalueerd, daarna aan het einde van elk jaar.

De Regering bepaalt het voorwerp en de wijze van de evaluatie.

**Art. 15.** Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 18 juli 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,  
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,  
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,  
W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,  
W. ANCIEN

**18 JUILLET 1997. — Décret relatif à l'insertion de demandeurs d'emploi  
auprès d'employeurs qui organisent une formation permettant d'occuper un poste vacant (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, pour partie, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

Les dispositions relatives à cette matière sont applicables sur le territoire de la région de langue française.

(1) *Session 1996-1997.*

*Documents du Conseil.* — N° 258 (1996-1997), n°s 1 à 3.

*Compte rendu intégral.* — Séance publique du 18 juillet 1997. Discussion. Vote.